

PARTAGE NOIR

CAMILLO BERNERI

(1897-1937)

Vous trouverez d'autres articles de Camillo Berneri
dans la brochure *Guerre de classe en Espagne* (PDF)
de Perspective Libertaire mise en ligne
par la CNT-AIT-Pau.

Ces textes ont été publiés pour la première fois en recueil
dans « Les Cahiers de Terre Libre » en avril-mai 1938,
puis réédité par les éditions Spartacus.

<https://www.partage-noir.fr>
contact@partage-noir.fr
2022/18-10-2022



Camillo Berneri

(1897-1937)

Né à Lodi le 28 mai 1897, il passe son enfance à Reggio Emilia et milite dans un cercle de jeunes socialistes.

Il décide de démissionner en envoyant une lettre ouverte qui fit quelque bruit :

« [...] le mouvement socialiste a commencé sa descente désastreuse vers les bases de l'égoïsme destructeur, suivant ainsi la trajectoire de la puissance morale du christianisme, qui devint puissant grâce à ses martyrs et tomba dans la décadence lorsque les sacrifices de ses partisans cessèrent. [...] Il nous faut un nouvel essor, il nous faut un retour au temps où aimer une Idée voulait dire ne pas craindre la mort et sacrifier toute la vie à une soumission complète. » (1915)

Ce profond engagement militant que l'on retrouve jusqu'à son assassinat ne fut pourtant jamais une fidélité aveugle, comme on va le voir.

En 1917, il est mobilisé. Voulut-il être objecteur ou déserteur ?

« Il y a des cas où se faire tuer est la solution la plus logique et se faire tuer devient une nécessité morale. Les cas de conscience sont plus terribles que les balles autrichiennes ou les gaz asphyxiants. On combat et l'on meurt. Les violettes poussent sur le sol baigné de sang, le long des fossés d'eau rouge ».

Après la guerre, il finit ses études tout en participant très activement à la presse anarchiste. Il devient professeur de philosophie dans un lycée. L'avènement du régime fasciste, les persécutions, son refus de prêter, en tant que fonctionnaire, fidélité au régime font qu'il doit s'exiler. Alors commence une longue série d'arrestations et d'expulsions de France, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de Hollande ; auxquelles s'ajoutent les difficultés propres aux exils politiques : discussions, emballements, déceptions, espionnage, etc.

« J'ai rêvé de construire un édifice solide et spacieux, mais j'ai constaté que mon effort est bref : j'ai pesé mon cerveau, radiographié mon cœur et je me sens tantôt avili tantôt fier. Je me demande si mon activité politique n'est pas qu'une agitation sans but dans les feuilles sèches d'une idéologie en déclin : ma foi qui était d'un beau vert tendre et riche

est maintenant rousse comme les vignes de l'automne ». Berneri vivait avec sa femme et ses deux filles qui étaient en France.

D'une prison belge, il écrivait en 1930 à sa Fille Giliana : « *Un jour peut-être tu sauras combien papa a aimé ta maman et vous autres, bien qu'il ait fait souvent souffrir la première et bien qu'il n'ait pas été tendre avec vous* » (écrit directement en français).

Mais malgré ces obstacles matériels et moraux, Berneri était en pleine activité intellectuelle : « *Ce qui est curieux, c'est que d'un côté je suis poussé à la politique militante, de l'autre, dans le domaine culturel, mes études préférées sont ou d'une érudition très particulière (j'ai gâché tant de temps à des choses bouffonnes : Psychologie, zoologie, télépathie, etc.) ou terriblement abstraites (j'ai un gros livre de matériels sur le finalisme). Il en résulte un malaise général.* » (Lettre à Luigi Fabbri, sept. 1929).

« *Plus je lis notre presse et plus je crois rêver. Tu sais que C'est plus fort que moi et que je ne suis d'accord avec presque personne. [...] Quant au syndicalisme, je crois que c'est le seul terrain sur lequel nous pourrions construire quelque chose, bien que je ne puisse pas accepter les fonctionnaires syndicaux et que je voie des inconvénients et du danger dans l'anarcho-syndicalisme en pratique. Si je m'en prends à l'individualisme, c'est parce que, bien que peu important numériquement, il a réussi à influencer presque tout le mouvement. [...] Mon rêve est de susciter l'examen d'une grande série de problèmes, puis, en rassemblant les remarques critiques, les annotations, les solutions, etc., de ceux qui en parleront, d'arriver à un programme pour 1932 ou 1933, pour le présenter comme programme d'un groupe d'anarchistes, qui laissent vivre en paix les autres, mais qui veulent marcher sur une route à eux.* » (Lettre à Luigi Fabbri, juillet 1930).

Il ne semble pas que cette tentative ait vu le jour.

Par contre, Berneri écrivit de nombreux articles et des brochures antireligieuses et sur l'émancipation de la femme. Il fit également une thèse qui fut publiée *Le Juif antisémite* où il étudiait l'assimilation forcée ou volontaire des Juifs. André Spire, poète et sioniste, jugea le livre « *de première importance* » [1].

Mais ses écrits les plus importants furent *L'espionnage, fasciste à l'étranger* (en italien) et *Mussolini à la conquête des Baléares* et ses articles militants dont nous donnons trois citations qui nous semblent résumer Berneri avant son arrivée comme volontaire en Espagne...

« *Heureusement le phénomène maçonnique est, dans le camp de l'anarchisme italien, tout à fait négligeable. Mais il y a une considérable minorité d'anarchistes qui alléchés par l'espérance des " grands moyens " s'est laissé attirer dans le jeu politique de cet antifascisme équivoque... La FM appuie tout mouvement qui peut aider la bourgeoisie et combat tout ce qui peut lui nuire...* »

« Il faut sortir du romantisme. Voir les masses, dirai-je, en perspective. Il n'y a pas le peuple, homogène, mais les foules, variées, séparées en catégories. Il n'y a pas la volonté révolutionnaire du masses, mais des moments révolutionnaires, dans lesquels le masses sont un énorme levier. [...] Si nous voulons arriver à une révision potentielle de notre force révolutionnaire non négligeable, il faut nous débarrasser des apriorismes idéologiques et de la remise à demain commode du règlement des problèmes tactiques et constructifs. Je dis constructifs parce que le plus grand danger d'arrêt et de déviation de la révolution est dans la tendance conservatrice des masses. » (1930).

« Attendre que le peuple se réveille, parler d'action de masses, réduire la lutte antifasciste au développement et au maintien des cadres du parti et du syndicat au lieu de concentrer les moyens et la volonté sur l'action révolutionnaire qui, seule, peut changer cette atmosphère d'avalissement moral où le prolétariat italien est en train de se corrompre entièrement, est méprisable, c'est une idiotie et une trahison. » (1934 fin de « L'idolatrie ouvrière » [2]).

A la nouvelle de l'insurrection en Espagne, Berneri et la plupart des antifascistes italiens s'y rendent immédiatement. Ils forment une colonne qui sera intégrée dans la colonne Ascaso sur le front d'Aragon, organisée par Berneri et Carlo Rosselli (socialiste de gauche).

Beneri prend part aux combats de Monte Pelado (28 août 1936) : « Nous avons défendu la position à 130 contre 600 environ, aguerris et disposant de forts moyens, et cela pendant quatre heures de lutte » et de Huesca (3 septembre 1936).

Il finit par se consacrer en grande partie à la propagande, sans cesser de s'occuper de la colonne italienne. Il dirige la revue *Guerre de classes* (en italien) et parle à la radio CNT-FAI dans des émissions pour l'Italie. Le livre *Pensieri e battaglie* (Paris - 1938) nous donnent sur la situation un certain nombre de remarques que Berneri notait pour lui. On verra qu'elles éclairent les articles en ce qui concerne le danger du putsch communiste et les rapports tendus avec les anarchistes-gouvernementalistes.

« Une catégorie de gens me joue terriblement sur les nerfs, c'est celle des volontaires observateurs (Français en majorité). Ils viennent avec des airs de curé et des tenues de cow-boys, pour passer la moitié du temps au café ». (21 septembre 1936).

« L'article du n°6 a irrité le consul général d'URSS à Barcelone qui a demandé au comité régional (de la CNT) s'il l'approuvait. Je ne sais pas ce qu'ils ont répondu ». (janvier 1937).

« Le n°8 de Guerre de Classes sortira quand il pourra. Le comité (régional de la CNT) a agi comme avec L'Espagne Antifasciste et je ne veux pas être accusé. Cependant la chose m'a un peu chagriné. Je compenserai en collaborant à des revues et j'écrirai des brochures ».

« Depuis quelque temps, nous avons fréquemment des victimes dans notre camp, ici, à cause des staliniens ». (Janvier 1937).

« Giopp a été libéré sur intervention d'Espla et d'Arieto, mais son cas est grave et ils l'ont escorté et fait partir en avion par crainte d'un sale coup de la Tcheka communiste qui commande à Valence ».

« [...] Je ne vois pas quand je finirai la brochure sur les Baléares (que je m'efforce de travailler malgré les inquiétudes !) pour pouvoir commencer une avalanche d'articles sur la situation d'ici, qui risque d'être bouleversé par les moscoutaires ». (Mars 1937).

« Moi qui dans le danger immédiat, ne suis en général pas peureux, je suis parfois pris par la peur de la mort, sans qu'il y ait une raison particulière objective ». (Lettre à sa femme, 25 avril 1937).

Dix jours après, le 5 mai 1937, Berneri et Barbieri, tous deux anarchistes, étaient arrêtés à leur domicile par une dizaine de policiers armés, en civil sous l'inculpation d'être « contre-révolutionnaires ». Devant la protestation de Barbieri, un policier sortit sa carte n°1109 (notée par la compagne de Barbieri). Les deux derniers travaux de Berneri furent « Nous et le POUM » publiés par un journal anarchiste italien de New York, sans doute parce que la défense critique que faisait Berneri n'était pas publiable en avril-mai 1937 en Espagne ; et un discours le 3 Mai 1937 à la radio CNT-FAI pour l'Italie à l'occasion de la mort de Gramsci « le militant tenace et digne que fut notre adversaire Antonio Gramski, convaincu qu'il a apporté sa pierre à la construction de la nouvelle société ».

(Cette biographie est fondée en grande partie sur celle d'Israël Renof dans *Noir & Rouge* [3]. Source : cnt-ait-pau.fr)

[1] Cette thèse est disponible en PDF sur le site antimythes.fr

[2] Cet article est disponible sur le site www.non-fides.fr

[3] Disponible sur le site archivesautonomies.org

Francisco Barbieri

Bien que le nom de Camilio Berneri soit fraternellement uni à celui de Francisco Barbieri, par leur mort, on présente peu souvent ce camarade anarchiste.

Né le 11 Novembre 1895 à Briattica dans la province de Catanzaro, Barbieri milite dès sa jeunesse comme anarchiste et lors de l'arrivée du fascisme, il émigre en Argentine.

L'Argentine était en pleine commotion sociale : grèves violentes réprimées par l'armée (2 000 morts en Patagonie en 1921) ; puissantes organisations syndicales, dont la FORA anarcho-syndicaliste. Barbieri, cependant, s'intègre au groupe de Severino Di Giovanni anarchiste italo-argentin, qui s'attaque d'abord par les bombes aux établissements nord-américains lors de l'assassinat de Sacco et Vanzetti, puis aux firmes fascistes italiennes. Et, le groupe même commet quelques hold-up pour financer une imprimerie clandestine qui publiera en 1930 deux volumes d'*Ecrits sociaux d'Elisée Reclus* en italien. Lorsque Di Giovanni et ses camarades furent arrêtés, Barbieri put faire disparaître quelques documents compromettants et passer au Brésil, d'où il fut expulsé en Italie pour y être incarcéré.

Il réussit à s'enfuir et à entrer en France. Mais accusé d'usage de faux papiers, il fut emprisonné et expulsé de France en Suisse, d'où il sera également expulsé et arrivera en Espagne en octobre 1935.

Mais dénoncé par la police secrète italienne qui demande son extradition, il passe clandestinement en Suisse, où il se trouve lorsque commencent les évènements d'Espagne.

Barbieri regagne Barcelone où il arrive le 25 Juillet 1936.

A cause d'une maladie, Barbieri se trouvait à Barcelone en mai 1937 après avoir combattu sur le front de Huesca. (Renseignements contenus en partie dans l'article de L. Mastrodicasa Guerre de Classes 23 Juin 1937). Liés par leur mort, Berneri et Barbieri illustrent deux aspects complémentaires de l'anarchisme : la lutte impitoyable contre les dictatures et leur idéologie.

Frank Mintz

d'après *Guerre de classes en Espagne*

Abolition et extinction de l'Etat

Guerra di classe n°3 - 24 octobre 1936

Tandis que nous, anarchistes, nous voulons l'abolition de l'État, par la révolution sociale et la constitution d'un ordre nouveau autonomiste-fédéral, les léninistes veulent la destruction de l'État bourgeois, et en outre la conquête de l'État par le « prolétariat ». L'État « prolétaire » — disent-ils — est un semi-État puisque l'État intégral est le bourgeois, détruit par la révolution sociale. Et même ce semi-État mourrait, selon les marxistes, de mort naturelle.

Cette théorie de l'extinction de l'État, qui est à la base du livre de Lénine État et Révolution a été puisée par lui chez Engels qui, dans La Science subversive de M. Eugène Dühring, dit :

« Le prolétariat s'empare du pouvoir de l'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété de l'État. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et tous les antagonismes de classes et, par suite, aussi l'État en tant qu'État. La société telle qu'elle était et telle qu'elle est jusqu'à présent, qui se meut à travers les antagonismes de classes, avait besoin de l'État, c'est-à-dire d'une organisation de la classe exploiteuse, en vue de maintenir ses conditions extérieures de production, en vue notamment de maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression exigées par le mode de production existant (esclavage, servage, travail salarié). L'État était le représentant officiel de la société tout entière, sa synthèse en un corps visible, mais il ne l'était que dans la mesure où il était l'État de la classe qui, elle-même, représentait en son temps la société tout entière : État des citoyens propriétaires d'esclaves dans l'antiquité, État de la noblesse féodale au moyen âge, État de la bourgeoisie de nos jours. Mais en devenant enfin le représentant véritable de la société tout entière, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir dans l'oppression ; dès que sont supprimés, en même temps que la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle, fondée dans l'ancienne anarchie de la production, les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus rien à réprimer et une force spéciale de répression, un État, cesse d'être nécessaire. Le premier acte par lequel l'État s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps le dernier acte propre de l'État. L'intervention du pouvoir d'État dans

les relations sociales devient superflue dans un domaine après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'État n'est pas " aboli " ; il dépérit. C'est de ce point de vue qu'il faut apprécier la phrase : " État populaire libre ", tant dans son intérêt passager pour l'agitation que dans son insuffisance scientifique définitive ; de ce point de vue doit être appréciée également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, qui veulent que l'État soit aboli du jour au lendemain ».

Entre l'État-Aujourd'hui et l'Anarchie-Demain il y aurait le semi-État. L'État qui meurt est « *l'État en tant qu'État* », c'est-à-dire l'État bourgeois. C'est dans ce sens qu'il faut prendre la phrase qui à première vue semble contredire la thèse de l'État socialiste. « *Le premier acte par lequel l'État s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps le dernier acte propre de l'État* ». Prise à la lettre et détachée de son contexte, cette phrase signifierait la simultanéité temporelle de la socialisation économique et de l'extinction de l'État. De même aussi, prises à la lettre et détachées de leur contexte, les phrases relatives au prolétariat se détruisant lui-même en tant que prolétariat dans l'acte de s'emparer de la puissance de l'État signifierait le non besoin de l'« État prolétaire ». En réalité, Engels, sous l'influence du « style didactique », s'exprime de façon malheureuse. Entre l'aujourd'hui bourgeois-étatique et le demain socialiste-anarchiste, Engels reconnaît une chaîne de temps successifs, dans lesquels l'État et le prolétariat demeurent. A jeter de la lumière dans l'obscurité... dialectique est l'allusion finale aux anarchistes « *qui veulent que l'État soit aboli du jour au lendemain* », c'est-à-dire qui n'admettent pas la période transitoire en ce qui concerne l'État, dont l'intervention, selon Engels, devient superflue dans un domaine après l'autre, c'est-à-dire graduellement.

Il me semble que la position léniniste sur le problème de l'État coïncide exactement avec celle prise par Marx et Engels, quand on interprète l'esprit des écrits de ces derniers sans se laisser tromper par l'équivoque de certaines formules.

L'État est, dans la pensée politique marxiste-léniniste, l'instrument politique transitoire de la socialisation, transitoire pour l'essence même de l'État, qui est celle d'un organisme de domination d'une classe sur l'autre. L'État socialiste, en abolissant les classes, se suicide. Marx et Engels étaient des métaphysiciens auxquels il arrivait fréquemment de schématiser les processus historiques par amour du système.

« *Le prolétariat* » qui s'empare de l'État, lui octroyant toute la propriété des moyens de production et se détruisant lui-même en tant que prolétariat et l'État « *en tant qu'État* », est une fantastique métaphysique, une hypostase [1] politique d'abstractions sociales.

Ce n'est pas le prolétariat russe qui s'est emparé de la puissance de l'État, mais bien le parti bolchévique qui n'a pas détruit du tout le prolétariat et qui a en revanche créé un capitalisme d'État, une nouvelle classe bourgeoise, un ensemble d'intérêts liés à l'État bolchévique, qui tendent à se conserver en conservant cet État.

L'extinction de l'État est plus que jamais lointaine en URSS, où l'interventionnisme étatique est toujours plus vaste et oppressif et où les classes ne sont pas en disparition.

Le programme léniniste de 1917 comprenait ces points : suppression de la police et de l'armée permanentes, abolition de la bureaucratie professionnelle, élections à toutes les fonctions et charges publiques, révocabilité de tous les fonctionnaires, égalité des salaires bureaucratiques avec les salaires ouvriers, maximum de démocratie, concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets, abrogation de la peine de mort. Pas un seul de ces points du programme n'a été réalisé.

Nous avons en URSS un gouvernement, une oligarchie dictatoriale. Le Comité central (dix-neuf membres) domine le Parti communiste russe, qui à son tour domine l'URSS.

Tous ceux qui ne sont pas des « sujets » sont taxés de contre-révolutionnaires. La révolution bolchévique a engendré un gouvernement « saturnique » [2] qui déporte Riazanov, fondateur de l'Institut Marx Engels, au moment où il prépare l'édition intégrale et originale du *Capital* ; qui condamne à mort Zinovief, président de l'Internationale Communiste, Kamenev et beaucoup d'autres parmi les meilleurs propagateurs du léninisme, qui exclut du parti, puis exile, puis expulse de l'URSS un « duc » comme Trotsky qui, en somme, s'acharne contre quatre-vingt pour cent des partisans du léninisme.

En 1920 Lénine faisait l'éloge de l'autocritique au sein du Parti Communiste et parlait des « erreurs » reconnues par le « parti » et non pas du droit du citoyen à dénoncer les erreurs, ou celles qui lui semblent telles, du parti au gouvernement. Quand Lénine était dictateur, quiconque dénonçait avec éclat les mêmes erreurs que Lénine lui-même reconnaissait rétrospectivement, risquait ou subissait l'ostracisme, la prison ou la mort. Le soviétisme bolchévique était une atroce plaisanterie même pour Lénine, qui vantait la puissance de demiurge du comité central du Parti Communiste russe sur toute l'URSS en disant : « *Aucune question importante, soit d'ordre politique, soit relative à l'organisation, n'est décidée par une institution étatique de notre République, sans une instruction directrice émanant du comité central du Parti* ».

Qui dit « État prolétaire » dit « capitalisme d'État » ; qui dit « dictature du prolétariat » dit « dictature du parti communiste » ; qui dit « gouvernement fort » dit « oligarchie tsariste des politiciens ».

Léninistes, trotskistes, bordighistes, centristes ne sont divisés que par des conceptions tactiques différentes. Tous les bolchéviques, à quelque courant ou fraction qu'ils appartiennent, sont des partisans de la dictature politique et du socialisme d'État. Tous sont unis par la formule : « dictature du prolétariat », formule équivoque qui correspond au « peuple souverain » du jacobinisme. Quel que soit le jacobinisme, il est destiné à faire dévier la révolution sociale. Et quand elle dévie, « l'ombre d'un Bonaparte » se profile.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que le bonapartisme stalinien n'est que l'ombre horrible et vivante du dictatorialisme léniniste.

[1] Hyposthase : en théologie le mot équivaut à « nuance », ainsi le Père, le Fils et le Saint-Esprit sont trois hyposthases d'une même substance divine. Ici l'acte de la prise du pouvoir par le prolétariat est une hyposthase qui contient plusieurs processus magiques : destruction de l'État, du prolétariat.

[2] « Saturnique », allusion au mythe de Saturne qui mange ses propres enfants (voir le tableau de Goya), le Parti a « dévoré » Trotsky, puis Staline, puis Khrouchtchev, etc.

L'État et les classes

Guerra di classe n°2 - 17 octobre 1936

Lénine, en 1921, définissait l'État soviétique russe comme « *un État ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays à majorité paysanne* ». Cette définition doit être aujourd'hui modifiée de la façon suivante : l'État soviétique est un État bureaucratique où est en voie de formation une moyenne bourgeoisie bureaucratique et une petite bourgeoisie ouvrière, tandis que survit la moyenne bourgeoisie agraire.

Boris Souvarine, dans son livre sur *Staline* (Paris 1935), trace ce portrait de l'aspect social de l'URSS :

« *La société dite soviétique repose exactement sur l'exploitation de l'homme par l'homme, du producteur par le bureaucrate, technicien du pouvoir politique. A l'appropriation individuelle de la plus-value il succède une appropriation collective faite par l'État, défalcation opérée sur la consommation parasitaire du fonctionnarisme... La documentation officielle ne laisse aucun doute : sur le travail des classes soumises, obligées à subir un " sweating system " [1] inexorable, la bureaucratie prélève une part indue qui correspond plus ou moins à l'ancien profit capitaliste. Il s'est donc formé autour du parti une nouvelle catégorie sociale intéressée au maintien de l'ordre constitué et à la perpétuation de l'État dont Lénine prévoyait l'extinction au fur et à mesure de la disparition des classes. Si les bolcheviques n'ont pas la propriété juridique des instruments de production et des moyens d'échange, ils possèdent la machine étatique qui leur permet toutes les spoliations de diverses manières. La possibilité d'imposer des prix de vente de beaucoup supérieurs au prix de revient renferme en soi le vrai secret de l'exploitation bureaucratique-technique caractérisée en outre par l'oppression administrative et militaire. »*

Le bonapartisme n'est que le reflet et politique de la tendance de cette nouvelle bourgeoisie à conserver et accroître sa propre situation économique-sociale. Dans l'appel du bolchévique-léniniste Tambov au prolétariat mondial, qui est de 1935, on lit :

« *Le but de la bureaucratie du parti consiste seulement dans l'isolement et dans la torture des opposants afin qu'ils ne deviennent pas publiquement des inutiles, c'est-à-dire de malheureux apolitiques. Le bureaucrate, en fait, ne veut pas que tu sois un authentique communiste. Il n'a pas besoin de cela. Pour lui, cela est nocif et mortellement dangereux. Le bureaucrate ne veut pas des communistes indépendants, il veut des misérables esclaves, des égoïstes et des citoyens de dernier rang... »*

« *Il serait donc possible que sous un vrai pouvoir prolétaire la lutte contre la bureaucratie, contre les voleurs et les brigands qui s'approprient avec impudence des biens soviétiques et qui sont la cause de la perte par le froid et la famine de milliers d'hommes, il serait possible qu'une lutte ou une simple protestation contre ces misérables soit considérée comme un délit contre-révolutionnaire ?* »

La cruelle tragédie de la lutte entre les oppositions « révolutionnaires » et l'orthodoxie « conservatrice » est un phénomène tout à fait naturel au cadre du socialisme d'État. L'opposition léniniste a bien raison d'indiquer au prolétariat mondial les déformations et les dégénérescences du stalinisme, mais si le diagnostic de l'opposition est presque toujours exact, l'étiologie est presque toujours insuffisante. Le stalinisme n'est que la résultante de l'installation léniniste du problème politique de la révolution sociale. S'opposer aux effets sans remonter aux causes, au péché originel du bolchévisme (dictature bureaucratique comme fonction de la dictature de parti), équivaut à simplifier arbitrairement la chaîne de causalité qui va de la dictature de Lénine à celle de Staline sans solutions profondes de continuité. La liberté à l'intérieur d'un parti qui nie le libre jeu de concurrence entre les partis d'avant-garde au sein du système soviétique serait, aujourd'hui, un miracle spectaculaire. L'hégémonie ouvrière, l'absolutisme bolchévique, le socialisme d'État, le fétichisme industriel : ces germes corrupteurs ne pouvaient que donner des fruits empoisonnés tel que l'absolutisme d'une fraction et l'hégémonie d'une classe.

Trotsky en Saint Georges en lutte contre le dragon stalinien ne peut faire oublier le Trotsky de Kronstadt. La responsabilité du stalinisme actuel revient à la formulation et à la pratique de la dictature du parti bolchévique ainsi qu'à l'illusion de l'extinction de l'État comme fruit de la disparition des classes sous l'action du socialisme d'État.

Quand Trotsky (le 6 décembre 1935) écrit : « *L'absurde historique de la bureaucratie autocrate dans une société sans classe ne peut être soutenu et ne sera pas soutenu indéfiniment* », il dit une chose absurde en ce qui concerne « l'absurde historique ». En histoire il n'y a pas d'absurdité. Une bureaucratie autocrate est une classe, donc il n'est pas absurde qu'elle existe dans une société où demeurent les classes : la classe bureaucratique et la classe prolétarienne. Si l'URSS était une société « sans classes » ce serait aussi une société sans autocratie bureaucratique, autocratie qui est le fruit naturel de la permanence de l'État.

C'est à cause de sa fonction de parti dominant la machine étatique que le parti bolchévique est devenu un centre d'attraction pour les éléments petit-bourgeois carriéristes, et pour les ouvriers paresseux et opportunistes.

La plaie bureaucratique n'a pas été ouverte et infectée par le stalinisme : elle est contemporaine de la dictature bolchévique.

Voici des nouvelles de 1918 et de 1919 publiées par la presse bolchévique.

Le *Wecercia Isvestia* du 23 août 1918, parlant de la désorganisation du service postal, constate que, malgré la diminution de 60% de la correspondance, le nombre des employés, comparé avec la période antérieure à la révolution, a augmenté de cent pour cent.

La *Pravda* du 11 février 1919 signale : la création continuelle de nouveaux bureaux, de nouvelles institutions bureaucratiques, pour lesquels on nomme et rétribue des employés avant que ces nouvelles institutions ne commencent à fonctionner. « *Et tous ces nouveaux employés — dit la Pravda du 22 février 1919 — envahissent, occupent des palais entiers, alors que, vu le nombre, peu de chambres seraient suffisantes* ».

Le travail est lent, obstructionniste même dans les bureaux à fonction industrielle. « *Un employé du commissariat de Lipetzsk — raconte les Isvestia du 29 novembre 1918 — pour acheter neuf boîtes de clous au prix de 417 roubles a dû remplir vingt formulaires, obtenir cinq ordres et treize signatures, et pour les avoir il a dû attendre deux jours, parce que les fonctionnaires qui devaient signer étaient introuvables* ».

La *Pravda* (n°281) dénonçait « *l'invasion de notre parti par les éléments petits bourgeois* », des plaintes pour des réquisitions « *d'ordre personnel* ». Dans le numéro du 2 mars 1919 ce même journal constatait : « *Il faut reconnaître que ces derniers temps des camarades, qui sont pour la première année au Parti Communiste, ont commencé à se servir de méthodes de travail inadmissibles dans notre Parti. Se faisant un devoir de ne tenir aucun compte de l'avis des organisations locales, se croyant chargés d'agir personnellement sur la base d'une autorité assez limitée, ils ordonnent, commandent à tort et à travers. De là vient le mécontentement latent entre le centre et la périphérie, une suite d'abus provoqués par leur dictature individuelle* ».

Parlant de la province de Pensa, le commissaire de l'intérieur Narkomvnuudel, disait : « *Les représentants locaux du gouvernement central se conduisent non comme les représentants du prolétariat, mais comme de vrais dictateurs. Une série de faits et de preuves attestent que les singuliers représentants se rendent les armes à la main chez les gens les plus pauvres, leur prenant tout le nécessaire, menaçant de tuer et, quand on proteste, ils frappent avec des bâtons. Les affaires ainsi réquisitionnées sont revendues et avec l'argent reçu ils organisent des scènes d'ivresse et d'orgies* ». (*Wecernia Isvestia* 12 février 1919).

Un autre bolchévique, Mescerikof, écrivait : « *Chacun de nous voit chaque jour d'innombrables cas de violence, d'abus, de corruption, de fainéantise, etc. Tous savent que dans nos institutions soviétiques des crétins et des incapables sont entrés en masse. Nous regrettons tous leur présence dans les rangs du Parti, mais nous ne faisons rien pour nous laver de ces impuretés. [...] Si une institution chasse un incapable, on en trouve tout de suite un autre pour le remplacer et on lui confie un poste de responsable. Souvent au lieu d'une punition il a un avancement.* » (*Pravda*, 5 février 1919).

Dans un discours prononcé au 8e congrès du Parti Communiste russe (11-12 mars 1919) Lénine avouait : « *Il y a çà et là des arrivistes, des aventuriers, qui se sont accrochés à nous. Ils se disent communistes, mais en réalité ils ne cherchent qu'à nous tromper sur leurs vraies idées. Ils se sont collés à nous, parce que nous sommes au pouvoir, et parce que les éléments bureaucratiques les plus honnêtes refusent de collaborer avec nous à cause de leurs idées arriérées, tandis que ceux-ci " n'ont même pas d'idées honnêtes, ce sont seulement des réclameurs "* ».

Le gouvernement bolchévique s'est montré impuissant face à la bureaucratie, pléthorique, parasitaire, despote et malhonnête.

Cinq millions de bureaucrates sont devenus près de dix millions. En 1925 il y avait 400 000 fonctionnaires dans la coopération (*Pravda*, 20 avril 1926).

En 1927 la Fédération russe des ouvriers de l'alimentation avait bien 4 287 fonctionnaires sur 451 720 membres et le Syndicat des métallurgistes de Moscou bien 700 fonctionnaires pour 130 000 cartes syndicales (*Trouda*, 12 juin 1928).

Cette bureaucratie pléthorique ne répond pas à une activité administrative intense et efficace. « *La direction de l'appareil soviétique depuis la base jusqu'au plus haut degré a une fonction paperassière. Le comité provincial envoie habituellement une ou deux circulaires par jour sur toutes les questions possibles et imaginables et estime avoir ainsi rempli ses obligations.* » « *Le nombre de circulaires, qui donnent des directives, reçues par les cellules, varient entre trente et cent par mois* » (*Pravda*, 7 juin 1925).

Un haut fonctionnaire, Dzerjinsky, écrivait : « *On exige des entreprises les informations les plus diverses, des rapports, des données statistiques, qui forment dans notre complexe un torrent de papier qui oblige à employer un personnel excessif et qui noient le travail réel ; on crée une mer de papier dans laquelle se perdent des centaines de personnes ; la situation de la comptabilité et de la statistique est tout simplement catastrophique ; les entreprises supportent avec lassitude le fardeau de fournir des informations sur des dizaines et des centaines de formes différentes ; on mesure maintenant la comptabilité en pouds* » (un poud = 16,380 kg ; *Pravda*, 23 juin 1926).

Ce phénomène de reconstitution des classes « grâce à l'État » a été prévu par nous et dénoncé par nous avec flamme. L'opposition léniniste ne réussit pas à approfondir l'examen étiologique [2] du phénomène et c'est pour cela qu'elle n'arrive pas à réviser la position léniniste devant le problème de l'État et de la Révolution.

[1] *To sweat* : suer ; littéralement « faire suer le burnous ». (Note Spartacus).

[2] *Médecine* : partie de la science médicale qui étudie et recherche les causes des maladies. Le diagnostic n'est que la constatation de la maladie.

Nous et le POUM

Nous croyons que les lecteurs de *l'Espagne Nouvelle* [1] apprécieront cet article, un des derniers qu'aient écrits le camarade Berneri, et qui fut publié par *l'Adunata dei Refrattari* du 1^{er} et 8 mai 1937.

Il contribue à la mise au point d'un problème toujours actuel, celui des relations entre marxistes-révolutionnaires et anarchistes.

LA CALOMNIE À L'ŒUVRE

Suivant les instructions du gouvernement de l'URSS, la presse de la III^e Internationale a déclenché et continué à mener une violence campagne contre le POUM, contre le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste d'Espagne.

Cette campagne est d'un caractère tendancieux et d'une violence inouïe.

Le journaliste bolchéviste Michel Koltzov accuse en bloc les miliciens du POUM d'être des lâches et se complait à rapporter que :

« [...] les détachements du POUM des Brigades internationales ont été dissouts et leurs commandants chassés du front de Madrid. » (*Humanité*, Paris, 24 janvier 1937)

L'organe communiste centriste *Il Grido del Popolo de Paris* (14 mars 1937) dit dans une de ses correspondances de Barcelone :

« Et les trotskystes du POUM ? Au milieu de cet enthousiasme, dans ce nouvel effort grandiose que poursuit le peuple, ces agents du fascisme ont envoyé circuler dans la ville, plusieurs jours de suite, un camion avec l'inscription énorme : " Organisons la lutte contre le fascisme au front et la lutte contre réformisme à l'arrière. " »

Combien sont lâches ces contre-révolutionnaires qui se gardent bien, au front, de se battre contre le fascisme, mais qui, en revanche, à l'arrière, sous le prétexte de combattre le réformisme, combattent les efforts du Front Populaire pour mettre la nation sur pied de guerre. Mais le peuple d'Espagne, en faisant justice de ces bandits, marche droit à la victoire. »

En Espagne, la presse et les représentants du PSUC ne tiennent pas un autre langage. *Mundo Obrero*, organe du PC espagnol affirmait dans son numéro du 29 janvier 1937 :

« Nous devons lutter sans trêve contre les éléments trotskystes ! Ce sont les meilleurs auxiliaires de Franco dans notre pays »... « Le POUM est un avant-poste ennemi dans notre propre pays. »

« Dans chaque mouvement révolutionnaire, les plus dangereux sont ceux qui se couvrent du manteau de l'Amitié pour le poignarder dans l'épaule. Dans chaque guerre, les plus dangereux ne sont pas les ennemis qui occupent les tranchées du front, mais les espions et les saboteurs. Le POUM est de ceux-là. »

Ahora, organe de la Jeunesse Socialiste Unifiée, disait, le 27 janvier 1937 :

« Liquidons une fois pour toutes cette fraction de la cinquième colonne. Le peuple soviétique, avec sa justice implacable contre le groupe des saboteurs et assassins trotskystes, nous montre le chemin. »

Juan Comorera, militant influent du PSUC et représentant de l'UGT au gouvernement de Catalogne, déclarait dans un de ses discours (25 janvier 1937) :

« Ceux qui critiquent le Conseil de la Généralité sont des agents provocateurs, qui remuent les bas-fonds de la société ». Et encore : « À mort, non le fascisme qui est déjà mort sur les champs de bataille, mais les agents provocateurs. »

Dans la même réunion, Uribe, député communiste, proclamait :

« Pour gagner la guerre, il faut travailler à extirper le chancre du trotskysme. »

A son tour, Carillo, secrétaire général de la Jeunesse Socialiste Unifiée, affirmait à leur suite :

« La politique des trotskystes, disant que nous luttons pour la révolution sociale, est la politique des envahisseurs, est la politique des fascistes. »

Enfin, la presse de l'UGT a publié des énormités de ce genre :

« Les stations de radio de Turin et de Bolzano sont parfaitement synchronisées avec La Batalla [2] et avec les stations de radio du POUM » (Claridad, 26 janvier 1937).

Les diffamations publiées contre le POUM sont tellement colossales qu'elles mériteraient d'être rassemblées comme documents de la mauvaise foi du Komintern et des bonzes centristes.

Que la campagne contre le POUM soit inspirée par Moscou est prouvé, entre autres, par le fait que ce sont des journalistes officieux comme Koltzov, qui dirigent les attaques, appuyés par les interventions consulaires du genre de celle du consul russe à Barcelone qui, dans une note à la presse, a dénoncé *La Batalla* comme « vendue au fascisme international ».

BOCHÉVISTES ET ANARCHISTES

C'est Moscou qui a interdit à l'Espagne antifasciste de donner asile à Trotsky, qui a opposé son veto à l'entrée des représentants du POUM dans la Junte de Défense de Madrid et au Conseil de la Généralité de Catalogne. C'est Moscou qui veut un

gouvernement fort d'où seraient exclus « les insulteurs de l'URSS ». Les diffamations et les menaces sont suivies d'actes plus regrettables encore : à Madrid, le siège de la Jeunesse du POUM a été envahi et saccagé : les journaux du POUM ont été suspendus et frappés d'amendes et on commence de *Treball* à *Mundo Obrero* à exiger la suppression du POUM. Les fascistes sont les seuls naturellement à profiter de cette situation. Le Conseil de la Généralité de Catalogne suspend pour quatre jours *La Batalla* et aussitôt Radio-Burgos informe que les divergences au sein du Front Populaire sont de plus en plus graves et que le directeur de *La Batalla* a été arrêté pour avoir publié de violents articles contre le gouvernement de Valence. Et le *Temps* (18 janvier 1937), donnant les télégrammes de Burgos et de Barcelone relatifs à la suspension du quotidien poumiste les intitule : « *Aggravations des divergences politique* ».

Quelle est l'attitude des anarchistes à l'égard de cette lutte entre le PSUC et le POUM ?

L'hebdomadaire communiste de Paris : *Vendredi* (26 mars 1937) a reconnu, sous la plume de Marc Bernard que les anarchistes :

« [...] servent d'éléments modérateurs entre les deux partis qui s'affrontent avec le plus d'âpreté : le PSUC et le POUM »... « Ils adressent des adjurations à l'un et à l'autre parti pour que ces discussions demeurent courtoises, ils rappellent que tout l'effort doit porter contre l'ennemi commun. »

Et il en est effectivement ainsi. Un manifeste de la Jeunesse Libertaire de Barcelone dit :

« Nous ne sommes pas disposés à nous solidariser avec ceux qui prétendent rabaisser certains camarades à un discrédit avilissant pour satisfaire de simples appétits politiques en lançant de gigantesques vagues de calomnies et d'infamies contre eux, tout en sachant qu'ils mentent comme c'est le cas pour ceux qui accusent la Jeunesse Communiste Ibérique.

Nous crions aujourd'hui de toute la force de nos poumons : Assez ! Assez ! Il n'est pas juste que pour des appétits malsains on veuille éliminer une organisation qui a lutté et qui continue à lutter, de concert avec les autres pour le triomphe de la Révolution Espagnole. »

Répondant au discours pogromiste de Comorera, déjà cité, *Solidaridad Obrera*, organe régional de la CNT disait le 6 février 1937 :

« Si le camarade Comorera n'y voit pas de mal, nous lui donnerons un conseil amical. Celui-ci : qu'il soit prudent ; qu'il contrôle sa langue ; qu'il fasse montre de ce sens des responsabilités qu'il recommande tant aux autres ; qu'il abandonne ses prétentions injustifiées et travaille noblement pour la cause commune, au lieu de provoquer par ses

interventions malencontreuses de nouvelles tempêtes d'indignation ; qu'il pense que la vieille politique n'est pas tolérable, que ces procédés ne sont pas à conseiller ; qu'il tienne compte que nous sommes en Catalogne, que la guerre est en cours et que nous luttons pour la révolution.

Affirmer que quiconque critique le Conseil de la Généralité est un agent provocateur et cherche à remuer les bas-fonds de la population, c'est déjà rompre la discipline que nous tous devons respecter.

Il est insensé et d'ailleurs nul ne le croit, pas même ceux qui l'écrivent, de dire que le POUM sert le fascisme. Le POUM a bien démontré qu'il est un parti nettement antifasciste et authentiquement révolutionnaire. »

Des déclarations analogues sont faites par la CNT de Madrid et en général par la presse anarchiste.

Un parti qui a eu plusieurs dirigeants, (Maurin, Etchebehere, José Oliver, Germinal Vidal, Pedro Viallarosa, Louis Grossi, Louis Blanco, etc.) tombés dans la lutte et qui occupe, par le rapport entre ses cadres et ses pertes, le premier rang, après nous, dans la lutte contre le fascisme, ne peut, sans que la vérité soit faussée et la justice violée, être présenté comme un amalgame de lâches et d'« agents de Franco-Hitler-Mussolini », ainsi que la presse du Komintern continue à la présenter, de la *Pravda* à *l'Humanité*, et de *Treball* à *Mundo Obrero*.

Un parti qui a des milliers d'hommes sur les divers fronts et qui, spécialement en Catalogne, prédomine dans certaines localités, n'est pas une force négligeable. Parler, comme le font certains « dominicains » du PSUC de supprimer ce parti est plus qu'un délit contre la liberté, c'est un acte de sabotage contre la lutte antifasciste.

QU'EST-CE QUE LE POUM ?

Il est né en Catalogne, en septembre 1935, de la fusion du Bloc Ouvrier et Paysan (BOC) avec la Gauche Communiste. En Catalogne, le Parti Socialiste a toujours été faible et les éléments révolutionnaires militaient dans les rangs de la CNT. En 1919, cette organisation syndicale à tendance anarchiste adhéra, sous l'influence de Pestaña, à l'Internationale Communiste, mais en 1922, au Congrès de Saragosse, elle reprit sa liberté. Un groupe de militants resta fidèle, quoique critiquant la tactique, à l'Internationale Communiste et s'efforça, Maurin à sa tête, de donner une orientation marxiste au mouvement révolutionnaire catalan. Le Parti communiste espagnol, fondé en 1920 par Borodine, émissaire de l'IC, se limita à amalgamer quelques social-démocrates sympathisants avec le bolchévisme. La politique dictée par l'IC provoqua de

nombreuses scissions au sein du PC espagnol. Un premier groupe se détacha avec Arquer, Miravitles, Coll, Monteserrata, Rodes et d'autres et en 1930, la Fédération Communiste Catalane entière, en désaccord avec les directives moscovites, fut exclue du Parti.

De la fusion de cette fédération avec les noyaux d'opposition précédemment détachés du parti, sortit en mars 1931 le Bloque Obrero y Campesino qui s'affirma en Catalogne et qui eut aussi un certain prolongement aux Asturies, à Madrid, dans le Levant et dans le Sud. Le BOC pour s'opposer au péril fasciste préconisa l'« Alliance ouvrière ». En septembre 1935, de la fusion du BOC et de la Gauche Communiste surgit le POUM. Le 19 juillet 1936, le POUM fut aux côtés de la FAI et de la CNT dans l'héroïque résistance au putsch militaire fasciste et organisa des colonnes qui se portèrent sur différents fronts (8 000 hommes). Le POUM ne peut être défini comme parti trotskyste dans la mesure où il n'a de liens directs et prédominants ni avec Trotsky qui le désavoue, ni avec les fidèles de Trotsky qui l'attaquent. Il y a dans le POUM une petite fraction qui, grosso modo, peut être considérée comme trotskyste, mais la majorité des trotskystes espagnols sont en dehors du POUM.

On dit que le POUM est contre l'URSS. En réalité, le POUM exalte la révolution russe d'Octobre 1917, déclare qu'il participerait à la défense du prolétariat russe s'il était attaqué par un État bourgeois et ne cesse d'exalter l'aide apportée par le peuple russe à l'Espagne antifasciste, mais il ne brûle pas d'encens devant Staline, il ne se solidarise pas avec le panslavisme bolchéviste et nie au gouvernement de l'URSS le droit d'imposer sa propre politique au peuple espagnol en échange de l'aide qu'il lui fournit.

On dit enfin que le POUM est contre le Front Populaire. En réalité ce parti est contre la tendance qui voudrait dissocier la guerre civile de la révolution sociale.

UN PROGRAMME ACCEPTABLE

Le programme de la Jeunesse Communiste Ibérique (POUM) forte de 10 000 adhérents est le suivant (janvier 1937) :

« Abrogation de la Constitution bourgeoise du 14 avril 1931, et dissolution du Parlement ; assemblée des délégués des Comités de gestion, des paysans et des miliciens, élisant le gouvernement ouvrier et révolutionnaire ; droits politiques à tous les jeunes de 18 ans, sans distinction de sexe ; dissolution des organismes de justice bourgeoise et création d'une justice ouvrière ; même chose pour la police, épuration de la bureaucratie.

La JCI affirme que pour gagner la guerre, il faut : la dissolution des cadres de l'armée bourgeoise ; la mobilisation générale de la jeunesse, la direction militaire unique,

l'épuration des écoles de guerre et la préparation militaire de la jeunesse ; le développement d'une puissante industrie de guerre et l'organisation du travail volontaire et obligatoire pour la guerre ; l'emploi des détenus fascistes aux travaux de fortification.

La JCI ne renonce pas à la Révolution prolétarienne qui pour elle ne fait qu'un avec la guerre civile et qui doit créer une nouvelle économie prolétarienne, caractérisée par la socialisation de la grande industrie, de la banque et de la terre, par le monopole du commerce extérieur et la municipalisation des services publics. »

Tout dans ce programme, dont j'ai relevé les points saillants, ne coïncide pas avec nos revendications actuelles et avec nos aspirations, mais nul d'entre nous ne pourrait le taxer de contre-révolutionnaire.

Si le POUM était une force politique prédominante en Espagne, notre critique trouverait matière à s'exercer. Mais aujourd'hui, le POUM est une force auxiliaire dans la lutte antifasciste et dans la résistance à l'étranglement de la révolution, si bien que les différences théoriques entre lui et nous sont bien peu de chose par rapport à l'actualité et aux possibilités d'entente sur le terrain de l'action.

Beaucoup de motifs de critique, beaucoup de formules d'agitation du POUM adhèrent à la réalité et sont des moteurs du développement de la révolution espagnole.

Contre les desseins d'hégémonie et les manœuvres obliques du PSUC, nous devons affirmer inébranlablement et énergiquement l'utilité de la libre concurrence politique au sein des organisations syndicales et l'absolue nécessité de l'unité d'action antifasciste. Cherchons à éviter les tons de prêches, les sermons d'inquisiteurs.

Il faut dire bien haut que quiconque insulte et calomnie le POUM et demande sa suppression, est un saboteur de la lutte antifasciste que l'on ne peut tolérer.

Cette prise de position outre qu'elle adhère à la nécessité de l'heure grave et qu'elle répond à l'esprit de l'anarchisme, constitue la meilleure prophylaxie contre la dictature contre-révolutionnaire qui se profile de plus en plus dans le programme de restauration démocratique du PSUC et dans la disjonction entre révolution et guerre de certains révolutionnaires myopes et désorientés.

C. Berneri (Avril 1937)

[1] Le site du collectif Archives Autonomies diffuse les numéros de l'Espagne Nouvelle en PDF à cette adresse : archivesautonomies.org

[2] La Batalla a été le principal organe de presse du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) pendant la guerre civile espagnole et, par la suite, en exil en France.

La dernière lettre de Camillo Berneri

(Quelques heures avant son assassinat)

Dans la nuit du 5 mai au 6 mai 1937, à Barcelone, le théoricien anarchiste italien Camillo Berneri et Francesco Barbieri arrêtés dans la journée à leur domicile par la police obéissant aux ordres des communistes, sont retrouvés morts criblés de balles.

***L'Espagne nouvelle* - Nouvelle série - N°5 – 22 Mai 1937**

Il est deux heures, la maison cette nuit est en armes. J'avais voulu rester levé pour laisser les autres aller se coucher, mais tous les camarades ont ri, disant que je n'entendrait même pas le canon. Bientôt après, un à un, ils ont été se coucher et je veille pour tous. C'est l'unique chose entièrement belle, plus absolue que l'amour et plus vraie que la réalité elle-même que de travailler pour tous. Que serait l'homme sans ce sens du devoir, sans cette émotion de se sentir uni à ceux qui furent, à ceux qui sont et à ceux qui viendront.

Des fois, je pense que ce sens messianique n'est qu'une évasion, n'est que la recherche et la construction d'un équilibre économique qui, s'il manquait nous précipiterait dans le désordre et la désespérance. Dans tous les cas, ce qui est certain, c'est que les sentiments les plus intenses sont les plus humains.

On peut être déçus sur tout et sur tout le monde, mais non sur ce qu'on affirme avec sa conscience morale. S'il m'était possible de sauver Bilbao eu donnant ma vie, je n'hésiterais pas un seul instant. Cette certitude personne ne peut me l'enlever, même le philosophe le plus sophistique. Et ceci me suffit pour me sentir un homme et me console toutes les fois que je me sens au-dessous de moi-même, au-dessous de l'estime des meilleurs et de l'affection tics êtres que j'estime et j'aime le plus.

Ce que je viens de dire est d'une solennité un peu ridicule pour quiconque ne vit pas ici. Mais peut-être qu'un jour si je puis vous parler des longs mois qui viennent de s'écouler et que j'ai vécu si intensément, vous comprendrez mieux.

CAMILLO BERNERI

(1897-1937)

Biographie de Camillo Berneri (1897-1937)

TEXTES DE CAMILLO BERNERI

Octobre 1936 : « Abolition et extinction de l'Etat »

Octobre 1936 : « L'État et les classes »

Avril 1937 : « Nous et le POUM »

**La dernière lettre de Camillo Berneri
(Quelques heures avant son assassinat)**